



## Déclaration Union Départementale de l'Allier

Mercredi 5 décembre 2018, le Président de la République par la voix de son porte-parole, demandait aux partis politiques, aux organisations syndicales et au patronat d'entrer dans l'unité nationale en lançant d'une façon *claire et explicite* un appel au calme.

Notre liberté, notre indépendance ne nous conduirons jamais à être les supplétifs de l'Exécutif qui avant les actions que nous vivons n'avait qu'un seul but, s'attaquer à l'assurance chômage et aligner les 42 régimes de retraites pour mieux détruire régimes spéciaux et code des pensions civiles et militaires afin de baisser les retraites de tous.

Nous ne serons jamais les accompagnateurs de politiques qui conduisent à la destruction des services publics, à la perte de 120 000 emplois dans les 3 versants de la fonction publique et à la privatisation de bon nombre de secteurs.

Nous sommes *clairs et explicites* quand nous posons nos cahiers de revendications et que, comme ceux qui manifestent aujourd'hui, nous revendiquons l'augmentation du SMIC, l'augmentation générale des salaires et des retraites, des pensions et des minima sociaux, la défense des services publics, de l'assurance chômage, de la sécurité sociale...

**Pour l'Union Départementale FORCE OUVRIERE, ce qui amplifie la colère légitime, ce sont les annonces gouvernementales qui ne répondent pas aux demandes essentielles en matière de pouvoir d'achat.**

Annoncer que « le salaire d'un travailleur au Smic augmentera de 100 euros en janvier » est une pure arnaque : les 100 euros sont constitués de la hausse légale et de la prime d'activité versé par les Caisses de Allocations Familiales, hausse déjà prévue et qui ne sera qu'avancée un peu dans le temps et ne concernera qu'un salarié au Smic sur 4 selon l'Insee

Annuler une hausse de taxe qui n'a pas encore eu lieu n'enlève aujourd'hui aucun centime à la pompe.

Reporter aux calendes grecques une possible discussion sur la fiscalité pour les plus riches, c'est de l'enfumage.

Défiscaliser les heures supplémentaires ne profitent qu'à ceux qui pourront en faire...et ne pas les soumettre à cotisations prive les salariés de droits à retraite et prestations sociales.

Quant à la promesse aux salariés d'une prime défiscalisée et sans cotisation, « pour les entreprises qui le veulent », personne ne demande une enveloppe de fin d'année mais de vivre dignement de son salaire !

Voter au budget 2019 un doublement du CICE (Crédit d'impôt versé systématiquement, sans contrepartie) à 40 milliards relève de la provocation. Cela ne crée ni d'emplois ni n'empêche les entreprises de fermer.

**Pour l'Union Départementale FORCE OUVRIERE, si le gouvernement veut réellement un « retour au calme », il doit entendre raison et répondre aux revendications :**

- Hausse du SMIC de 200 € qui entraînera une ré-évaluation de tous les salaires
- Augmentation des pensions et retraites, des allocations, des minima sociaux et de l'APL
- Ouverture de négociations immédiates sur le point d'indice des fonctionnaires qui a perdu 18% en 11 ans
- Mise en place d'une prime de transport obligatoire
- Annulation de la hausse de la CSG de 1,7 %
- Défense de la Sécurité Sociale
- Abrogation de Parcoursup et abandon de la réforme du lycée et du Bac

- Stop à la nouvelle réforme des retraites qui réduira encore nos droits
- Rétablissement du service public, au plus près des citoyens

Libres, indépendants sont les militants de l'UD FO 03 exigent l'ouverture **de négociations** loyales et honnêtes et non de concertations de dupes. Ils ne veulent pas entrer dans une pseudo unité nationale avec ceux qui portent la lourde responsabilité de la grave situation que nous connaissons

Nous dénonçons les violences, comme ce fut le cas lors des manifestations en 2016 et 2017 contre les lois Travail et Ordonnances Macron et plus récemment le 9 octobre 2018.

Ceux qui ne répondent pas à toutes les revendications soulevées et imposent les politiques d'austérité font violence depuis trop longtemps aux salariés de ce pays.  
Ceux qui ne répondent pas à toutes les revendications sont ceux qui mettent en cause la République.

Cela conduit aux scènes que nous venons de vivre et qui mettent en danger l'ensemble des manifestants y compris les policiers qui sont, comme nous l'avons toujours dit, des salariés attachés à la République une et indivisible.

Ceux qui mettent en cause la République sont ceux qui souhaitent transformer, en s'y attaquant à la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État.

Notre liberté, notre indépendance nous conduisent à négocier, manifester, à faire grève pour obtenir de justes revendications auxquelles l'exécutif n'a jamais répondu jusqu'à présent !

FO soutient tous ceux qui se mobilisent pour obtenir la satisfaction des revendications.  
Nous continuerons comme nous l'avons toujours fait, comme tous ceux qui luttent aujourd'hui, à porter les revendications, par la grève et les manifestations.  
C'est le sens plein et entier de nos résolutions du 24ème congrès de Lille.

L'heure est venue d'organiser la mobilisation dans l'unité d'action la plus large avec tous ceux qui partagent nos revendications.

L'UD FO 03 appelle ses syndicats et militants à organiser des assemblées générales pour en discuter et décider de l'action pour la satisfaction des revendications.  
L'UD FO 03 dépose en préfecture un préavis de grève à durée indéterminée en ce sens.

C'est ainsi que nous défendons notre République et toutes ses valeurs de Liberté, d'Égalité, de Fraternité et de Laïcité.

**Résister, Revendiquer, Reconquérir.**

Montluçon, le 12 décembre 2018